

Annexe de l'arrêté royal du 18 décembre 2012  
fixant les cadres linguistiques des services du Bureau d'intervention et de restitution belge

Cadres linguistiques du Bureau d'intervention et de restitution belge				
Degré de la hiérarchie	Cadre néerlandais	Cadre français	Cadre bilingue néerlandais	Cadre bilingue français
1	40 %	40 %	10 %	10 %
2	40 %	40 %	10 %	10 %
3	60 %	40 %		
4	60 %	40 %		
5	60 %	40 %		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 18 décembre 2012 fixant les cadres linguistiques du Bureau d'intervention et de restitution belge.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Classes moyennes, des P.M.E., des Indépendants et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Bijlage bij het koninklijk besluit van 18 december 2012  
tot vaststelling van de taalkaders van de diensten van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

Taalkaders van het Belgisch interventie- en restitutiebureau				
Trap van de hiërarchie	Nederlands kader	Frans kader	Tweetalig Nederlands kader	Tweetalig Frans kader
1	40 %	40 %	10 %	10 %
2	40 %	40 %	10 %	10 %
3	60 %	40 %		
4	60 %	40 %		
5	60 %	40 %		

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 18 december 2012 tot vaststelling van de taalkaders van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Middenstand, K.M.O.'s, Zelfstandigen en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2013/11001]

21 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal portant modifications de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité (M.B., 11/05/1999) tel qu'inséré par l'article 25 de la loi du 29 mars 2012 portant des dispositions diverses (I) (M.B., 30/03/2012) permet à Sa Majesté, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz (ci-après, « la Commission ») de modifier, remplacer ou abroger les dispositions de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables, confirmé par l'article 427 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002. L'arrêté royal du 16 juillet 2002 tel que modifié devra ensuite faire l'objet d'une confirmation par la loi dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur conformément à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de la même loi.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2013/11001]

21 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 7, § 1, vierde lid, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt (B.S., 11/05/1999) zoals ingevoegd door artikel 25 van de wet van 29 maart 2012 houdende diverse bepalingen (I) (B.S., 30/03/2012) laat Uwe Majesteit toe om bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (hierna « Commissie ») de bepalingen van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, bekrachtigd bij artikel 427 van de programmawet (I) van 24 december 2002, te wijzigen, te vervangen of op te heffen. Het koninklijk besluit van 16 juli 2002 zoals gewijzigd zal vervolgens bij wet moeten worden bekrachtigd binnen twaalf maanden na de datum van zijn inwerking-treding, zoals bepaald in artikel 7, § 1, derde lid, van dezelfde wet.

Ce projet d'arrêté royal fait suite à l'adoption par la Région flamande du décret flamand du 13 juillet 2012 modifiant le décret sur l'Énergie du 8 mai 2009 en ce qui concerne la production d'énergie verte (M.B., 20/07/2012) (ci-après, « décret flamand du 13 juillet 2012 ») entré en vigueur le 30 juillet 2012 et a pour but de se conformer à la répartition des compétences entre les Régions et l'État fédéral en matière de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables.

Le présent projet d'arrêté royal vise, d'une part, à abroger le régime de prix minimal en faveur des certificats verts octroyés en vertu des législations régionales afin d'éviter une hausse des tarifs de transport et, d'autre part, à préserver les droits acquis des producteurs ayant mis en service de l'énergie solaire – des panneaux photovoltaïques – avant le 1<sup>er</sup> août 2012, lesquels bénéficient pour une durée de 10 ans à dater de leur mise en service du tarif de 150 €/MWh pour le rachat de leur certificats verts.

Ainsi, en son article 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, le projet d'arrêté royal abroge l'article 14, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, respectivement relatifs à l'énergie éolienne on-shore, l'énergie hydraulique ainsi que les autres sources d'énergie renouvelables (dont biomasse).

En revanche, pour ce qui relève de l'énergie solaire, et par conséquent de l'énergie produite à partir de panneaux photovoltaïques, le présent projet d'arrêté royal prévoit une exception. En effet, en Région flamande, Elia (gestionnaire de réseau de transport d'électricité) a acheté, annuellement depuis 2006, des certificats verts pour un montant total de plus ou moins 160.000- € en 2011 provenant essentiellement d'installations photovoltaïques mises en service avant 2006. En Région wallonne, au moins une grande installation qui bénéficie du soutien fédéral a été mise sur réseau fin 2011. Le présent projet d'arrêté royal se doit donc de prendre en considération cette réalité ressortant notamment des discussions au sein du Comité de concertation entre les entités fédérées et l'État fédéral. C'est pourquoi le projet d'arrêté royal maintient un régime applicable aux producteurs d'énergie solaire ayant mis en service de l'énergie solaire avant le 1<sup>er</sup> août 2012. Ne pas prévoir une telle exception aurait eu pour conséquence de violer, d'une part, le principe des attentes légitimes des usagers et d'autre part, leur droit de propriété dès lors qu'il s'agit d'une garantie de rachat à prix garanti auquel peut avoir droit tout producteur. Le projet d'arrêté royal prévoit donc un cadre réglementaire sans préjudice des droits acquis et des attentes légitimes des producteurs ayant mis en service de l'énergie solaire avant le 1<sup>er</sup> août 2012, qui ont bénéficié, et bénéficient encore pour une période de dix ans à dater de la mise en service, du tarif de 150 €/MWh pour le rachat de leurs certificats verts.

Afin d'atteindre le but poursuivi, le présent projet d'arrêté royal doit rétroagir pour partie à la date du 1<sup>er</sup> août 2012, date où le décret flamand du 13 juillet 2012 produit des effets à l'égard des projets en cours (article 2).

Or, le principe de la non-rétroactivité des lois prévue par l'article 2 du Code civil est a fortiori applicable aux arrêtés royaux (C.E., n° 62.923 du 5 novembre 1996, p. 9). « La non-rétroactivité des lois [...] est une garantie ayant pour but de prévenir l'insécurité juridique. Cette garantie exige que le contenu du droit soit prévisible et accessible, en sorte que le justiciable puisse prévoir, à un degré raisonnable les conséquences d'un acte déterminé au moment où cet acte se réalise. » (C.C., n° 49/98 du 20 mai 1998, pt. B.4.).

Toutefois, ce principe de la non-rétroactivité des lois et des actes administratifs n'est pas absolu (C.E., n° 218.316 du 5 mars 2012, p. 10). Le Conseil d'État accepte la rétroactivité pour autant que l'auteur de l'acte justifie de manière formelle les circonstances exceptionnelles pouvant justifier qu'il le fasse rétroagir (C.E., n° 218.326 du 6 mars 2012, p. 10). Ces circonstances peuvent avoir trait au bon fonctionnement ou à la continuité du service public (C.E., n° 62.923 du 5 novembre 1996, p. 9). De plus, les motifs de la rétroactivité doivent être pertinents et légalement admissibles. (C.E., n° 218.326 du 6 mars 2012, p. 10). Aussi, conformément à la jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle, une telle rétroactivité peut uniquement se justifier au regard de circonstances particulières et de l'intérêt général, notamment lorsqu'elle s'avère indispensable au bon fonctionnement ou à la continuité du service public (C.C., n° 98/2001 du 13 juillet 2001, pt. B.8.1.; C.C., n° 73/2004 du 5 mai 2004, pt. B.6.1.; C.C., n° 49/98 du 20 mai 1998, pt. B.4.).

L'objectif de la rétroactivité du présent arrêté royal est de préserver la cohérence entre le cadre législatif et réglementaire régional et fédéral résultant de la répartition des compétences organisée par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, alinéa 1<sup>er</sup>, f), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes

Dit ontwerp van koninklijk besluit volgt op de aanneming van het Vlaamse Gewest van het Vlaamse decreet van 13 juli 2012 houdende wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009 wat betreft de milieuvriendelijke energieproductie (B.S., 20/07/2012) (hierna, « Vlaamse decreet van 13 juli 2012 ») dat in werking getreden is op 30 juli 2012 en dat ertoe strekt zich in de regel te stellen met de bevoegdheidsverdeling tussen de Gewesten en de Federale Staat wat de mechanismes ter bevordering van de elektriciteitsproductie op basis van hernieuwbare energiebronnen betreft.

Dit ontwerp van koninklijk besluit beoogt enerzijds het regime van minimumprijzen ten voordele van de groenestroomcertificaten die worden toegekend krachtens gewestelijke wetgevingen af te schaffen teneinde een stijging van de transmissietarieven te vermijden en anderzijds de verworven rechten te eerbiedigen van de producenten die zonne-energie – fotovoltaïsche panelen – vóór 1 augustus 2012 in gebruik hebben genomen, dewelke gedurende een periode van 10 jaar vanaf de ingebruikname genieten van het tarief van 150 €/MWh voor de overname van hun groenestroomcertificaten.

Aldus schaft artikel 1, 1<sup>o</sup> van het ontwerp van koninklijk besluit artikel 14, lid 2, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, die respectievelijk betrekking hebben op on-shore windenergie, waterkracht en andere hernieuwbare energiebronnen (waaronder biomassa) af.

Wat zonne-energie daarentegen betreft, en bijgevolg energie die wordt opgewekt door middel van fotovoltaïsche panelen, voorziet dit ontwerp van koninklijk besluit in een uitzondering. In het Vlaamse Gewest heeft Elia (elektriciteitstransmissie-netbeheerder), sinds 2006, jaarlijks effectief groenestroomcertificaten aangekocht voor een totaalbedrag van ongeveer 160.000- € in 2011 die hoofdzakelijk afkomstig waren van fotovoltaïsche installaties die vóór 2006 in werking werden genomen. In het Waals Gewest werd minstens één grote installatie die van het federale steunsysteem geniet in gebruik genomen eind 2011. Dit ontwerp van koninklijk besluit moet dus rekening houden met deze realiteit die met name voortspuit uit de discussies in de schoot van het Overlegcomité tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten. Om die reden behoudt het ontwerp van koninklijk besluit een regime dat van toepassing is op de producenten van zonne-energie die de zonne-energie in werking hebben genomen vóór 1 augustus 2012. Zulke uitzondering niet voorzien zou enerzijds het beginsel van rechtmatige verwachtingen van de gebruikers en anderzijds hun eigendomsrecht schenden aangezien het een aankoopgarantie aan een gegarandeerde prijs betreft waarop iedere producent recht kan hebben. Het ontwerp van koninklijk besluit voorziet dus in een regelgevend kader zonder afbreuk te doen aan de verworven rechten en de rechtmatige verwachtingen van de producenten die zonne-energie in gebruik hebben genomen vóór 1 augustus 2012, en die genoten hebben en nog steeds genieten gedurende een periode van tien jaar vanaf de ingebruikname van een tarief van 150 €/MWh voor de overname van hun groenestroomcertificaten.

Teneinde het nagestreefde doel te bereiken moet dit ontwerp van koninklijk besluit gedeeltelijk terugwerken tot op de datum van 1 augustus 2012, datum waarop het Vlaamse decreet van 13 juli 2012 uitwerking heeft met betrekking tot lopende projecten (artikel 2).

Het beginsel dat terugwerking van wetten ongeoorloofd is, zoals gesteld in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, is evenwel a fortiori van toepassing op koninklijke besluiten (RvS, n° 62.963 van 5 november 1996, blz. 10-11). « De niet-rétroactiviteit van wetten, vastgesteld in artikel 2 van het Burgerlijk Wetboek, is een waarborg ter voorkoming van rechtsonzekerheid. Die waarborg vereist dat de inhoud van het recht voorzienbaar en toegankelijk is, zodat de rechtzoekende in redelijke mate de gevolgen van een bepaalde handeling kan voorzien, op het tijdstip dat die handeling wordt verricht. » (G.H., n° 49/98 van 20 mei 1998, pt. B.4.)

Het beginsel van niet-rétroactiviteit van wetten en bestuurshandelingen is evenwel niet absoluut (RvS, n° 218.316 van 5 maart 2012, blz. 10). De Raad van State aanvaardt de rétroactiviteit voor zover de auteur van de handeling op formele wijze de uitzonderlijke omstandigheden rechtvaardigt die kunnen rechtvaardigen dat hij ze laat terugwerken (RvS, n° 218.316 van 5 maart 2012, blz. 10). Deze omstandigheden kunnen betrekking hebben op de goede werking of de continuïteit van de openbare dienst (RvS, n° 62.923 van 5 november 1996, blz. 11). Bovendien moeten de motieven voor de terugwerkende kracht pertinent en wettelijk toegelaten zijn (RvS, n° 218.316 van 5 maart 2012, blz. 10). Ook overeenkomstig de constante rechtspraak van het Grondwettelijk Hof kan zulke rétroactiviteit enkel gerechtvaardigd zijn in het licht bijzondere omstandigheden en omstandigheden van algemeen belang, met name wanneer het onontbeerlijk blijkt voor de goede werking of de continuïteit van de openbare dienst. (G.H., n° 98/2001 van 13 juli 2001, pt. B.8.1.; G.H., n° 73/2004 van 5 mei 2004, pt. B.6.1.; G.H., n° 49/98 van 20 mei 1998, pt. B.4.).

De doelstelling van de rétroactiviteit van dit koninklijk besluit bestaat erin de coherentie te bewaren tussen het federaal en gewestelijk wetgevend en regelgevend kader die volgt uit de bevoegdheidsverdeling zoals georganiseerd door artikel 6, § 1, VII, eerste lid, f), van de

institutionnelles tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et d'assurer une parfaite transition entre le mécanisme de soutien fédéral aux sources d'énergie renouvelables régionales et le mécanisme exclusivement régional tel qu'amendé par le décret flamand du 13 juillet 2002.

Plusieurs raisons justifient cette nécessaire cohérence et partant, la rétroactivité du présent projet d'arrêté royal :

- d'une part, le décret flamand du 13 juillet 2002 a revu à la baisse l'aide minimale flamande aux sources d'énergie renouvelables. Cela peut avoir un impact immédiat à la hausse des tarifs de transport et ce, dès le 1<sup>er</sup> août 2012 dans la mesure où la baisse de l'aide minimale flamande s'applique dès le 1<sup>er</sup> août 2012. Il est donc dans l'intérêt général d'éviter une telle hausse du tarif de transport;

- d'autre part, par souci de sécurité juridique, et vu que la compétence de soutien aux sources d'énergie renouvelables a pleinement été exercée par une entité fédérée, l'Etat fédéral doit impérativement mettre son arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif aux mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables en conformité avec la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et ce, au plus tard à la date d'entrée en vigueur du décret flamand du 13 juillet 2012 pour éviter tout chevauchement entre les mécanismes. C'est pourquoi l'ensemble du soutien off-shore a été maintenu dans l'arrêté royal du 16 juillet 2002 contrairement au soutien on-shore, à une exception près développée ci-avant. Comme l'a d'ailleurs souligné le Conseil d'Etat dans son avis n° 52.038/3 du 18 septembre 2012, ne pas faire rétroagir le présent projet d'arrêté royal aurait pour effet de faire perdurer une violation de la répartition des compétences, ce qui ne peut être admis.

Au nom de la cohérence législative et de la sécurité juridique, du respect de la répartition des compétences ainsi que de la volonté d'éviter une hausse du tarif de transport résultant d'un décret régional, Sa Majesté, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, a décidé de faire rétroagir en partie la date d'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté royal à la date du 1<sup>er</sup> août 2012.

Il paraît donc nécessaire de réformer au niveau fédéral le système de soutien aux sources d'énergie renouvelables et de maintenir à titre transitoire un régime de soutien pour les producteurs d'énergie solaire ayant des installations mises en service avant le 1<sup>er</sup> août 2012, pour préserver leurs droits acquis et faire perdurer l'engagement de l'Etat fédéral à leur égard jusqu'à son terme.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,  
La Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET  
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie  
M. WATHELET

AVIS 52.038/3 DU 18 SEPTEMBRE 2012  
DU CONSEIL D'ETAT,  
SECTION DE LEGISLATION SUR

Un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables'

Le 13 septembre 2012, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 18 septembre 2012. La chambre était composée de Jan Smets, conseiller d'Etat, président, Bruno Seutin et Jeroen Van Nieuwenhove, conseillers d'Etat, Jan Velaers et Johan Put, assesseurs, et Marleen Verschraeghen, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Tim Corthaut, auditeur adjoint.

bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en een perfecte overgang tussen het federale steunmechanisme aan gewestelijke hernieuwbare energiebronnen en het exclusief regionaal mechanisme zoals geamendeerd door het Vlaams decreet van 13 juli 2012 te verzekeren.

Meerdere redenen rechtvaardigen deze noodzakelijke coherentie en dus ook de retroactiviteit van dit ontwerp van koninklijk besluit :

- enerzijds heeft het Vlaams decreet van 13 juli 2012 de Vlaamse minimumsteun aan hernieuwbare energiebronnen verlaagd. Dit kan een onmiddellijke stijging van de transmissietarieven tot gevolg hebben en dit met ingang van 1 augustus 2012 in de mate dat de verlaging van de Vlaamse minimumsteun van toepassing is vanaf 1 augustus 2012. Het is bijgevolg in het algemeen belang om zulke stijging van het transmissietarief te vermijden;

- anderzijds ter wille van de rechtszekerheid, en aangezien de bevoegdheid van steun aan hernieuwbare energiebronnen ten volle werd uitgeoefend door een federale entiteit, moet de federale Staat noodzakelijk haar koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen in overeenstemming brengen met de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en dit uiterlijk op de datum van inwerkingtreding van het Vlaamse decreet van 13 juli 2012 teneinde ieder overlapping tussen de mechanismen te vermijden. Om die reden werd het geheel van de steun aan off-shore behouden in het koninklijk besluit van 16 juli 2002 in tegenstelling tot de steun aan on-shore, op één uitzondering na die hiervoor uiteengezet werd. Zoals overigens de Raad van State benadrukt heeft in haar advies n° 52.038/3 van 18 september 2012 zou het niet laten terugwerken van dit ontwerp van koninklijk besluit tot gevolg hebben dat een schending van de bevoegdheidsverdeling zou voortduren, hetgeen niet kan worden toegestaan.

In naam van de wetgevingscoherentie en de rechtszekerheid, van eerbiediging van de bevoegdheidsverdeling alsook van de wil om een verhoging te vermijden van het transmissietarief dat het gevolg is van een gewestelijk decreet, heeft Zijne Majesteit, bij een besluit overlegd in Ministerraad, besloten om de datum van inwerkingtreding van dit ontwerp van koninklijk besluit deels te laten terugwerken tot op de datum van 1 augustus 2012.

Het bleek bijgevolg noodzakelijk om op federaal niveau het steunsysteem aan hernieuwbare energiebronnen te hervormen en bij wijze van overgangmaatregel, een steunregime voor de producenten van zonne-energie met installaties in bedrijf genomen voor 1 augustus 2012, te behouden, teneinde hun verworven rechten te vrijwaren en het engagement van de federale Staat jegens hen tot op het einde te laten voortduren.

We hebben de eer te zijn,

Sire,  
Van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en getrouwe dienaars,  
De Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET  
De Staatssecretaris voor Energie,  
M. WATHELET

ADVIES 52.038/3 VAN 18 SEPTEMBER 2012  
VAN DE RAAD VAN STATE,  
AFDELING WETGEVING OVER

Een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen'

Op 13 september 2012 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 18 september 2012. De kamer was samengesteld uit Jan Smets, staatsraad, voorzitter, Bruno Seutin en Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraden, Jan Velaers en Johan Put, assessoren, en Marleen Verschraeghen, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Tim Corthaut, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jeroen Van Nieuwenhove.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 septembre 2012.

1. Conformément à l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée comme suit :

« Gelet op de hoogdringendheid, uiteengezet in de aanhef van het voorliggende ontwerp, zou de Regering de Raad van State dankbaar zijn, mocht het advies worden verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. »

Dans le préambule du projet, cette urgence est motivée en ces termes :

« Considérant l'impact attendu sur les tarifs de transport du décret flamand du 13 juillet 2012 portant modification du décret Energie du 8 mai 2009 concernant la production d'énergie verte;

Considérant l'urgence qui appelle l'adaptation du régime de prix minimal en faveur des certificats verts octroyés en vertu des législations régionales, afin d'éviter un impact à la hausse des tarifs de transport;

Considérant que le présent Arrêté royal est pris sans préjudice des droits acquis des producteurs ayant mis en service de l'énergie solaire, à savoir des panneaux photovoltaïques, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, qui ont bénéficié, et bénéficient encore, pour une période de 10 ans à dater de la mise en service — période qui prendra fin au plus tard le 31 décembre 2015 — du tarif de 150 €/MWh pour le rachat de leurs certificats verts ».

2. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation a dû se limiter à l'examen de la compétence de l'auteur de l'acte, du fondement juridique et de l'accomplissement des formalités prescrites.

#### Portée et fondement juridique du projet

3. Le projet soumis pour avis a pour objet de modifier l'obligation qui est faite au gestionnaire du réseau de transport d'acheter des certificats verts à des prix minima fixés en fonction de la technologie de production utilisée. Cette obligation d'achat est abrogée pour l'énergie éolienne on-shore et un certain nombre d'autres sources d'énergie renouvelables, dont la biomasse. En ce qui concerne l'énergie hydraulique, l'obligation d'achat est limitée aux installations qui produisent de l'électricité à partir de l'eau ou des marées, visées à l'article 6 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité. En ce qui concerne l'énergie solaire, l'obligation d'achat existante est désormais limitée aux installations de production d'énergie solaire mises en service avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006 (article 1<sup>er</sup> du projet). L'arrêté envisagé produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2012 (article 2).

4. L'arrêté en projet trouve un fondement juridique à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 29 avril 1999, combiné avec l'article 7, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi. La disposition citée en premier habilite le Roi à modifier, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, sur proposition de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG), les dispositions de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 confirmé (1) relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables. En vertu de la seconde disposition, le Roi peut, en suivant les mêmes formalités, prendre des mesures d'organisation du marché, dont l'établissement d'une obligation de rachat à un prix minimal par le gestionnaire du réseau de certificats verts octroyés par les autorités fédérale ou régionales.

#### Formalités

5. En vertu de l'article 19/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable, les projets d'arrêté royal font l'objet d'un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence. Les seuls cas dans lesquels cet examen préalable ne doit pas être effectué sont ceux déterminés dans un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres (article 19/1, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997). Dans l'état actuel

de l'accord entre la version française et la version néerlandaise de la loi, le texte de la loi est conforme.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 september 2012.

1. Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd als volgt :

« Gelet op de hoogdringendheid, uiteengezet in de aanhef van het voorliggende ontwerp, zou de Regering de Raad van State dankbaar zijn, mocht het advies worden verstrekt binnen de termijn bepaald bij artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. »

In de aanhef van het ontwerp wordt dit verzoek als volgt gemotiveerd :

« Gelet op het verwachte effect op de transporttarieven van de uitvoering van het Vlaams Decreet van 13 juli 2012 tot wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009 betreffende de productie van groene energie;

Gelet op de dringende spoed om het regime van de minimumprijs voor de groenestroomcertificaten toegekend op grond van regionale wetgeving af te schaffen teneinde een opwaartse impact op de transporttarieven te vermijden;

Gelet op het feit dat voorliggend koninklijk besluit genomen wordt zonder afbreuk te doen aan de verworven rechten van producenten die zonne-energie, met name fotovoltaïsche panelen, in gebruik namen voor 1 januari 2006 en die genoten hebben en nog steeds genieten, voor een periode van 10 jaar vanaf de ingebruikname — periode die ten laatste op 31 december 2015 eindigt — van het tarief van 150 €/MWh bij de aankoop van het groenestroomcertificaten. »

2. Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling Wetgeving zich moeten beperken tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

#### Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

3. Het voor advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe wijzigingen aan te brengen wat betreft de verplichting voor de transmissienetbeheerder om groenestroomcertificaten tegen bepaalde minimumprijzen aan te kopen, afhankelijk van de gebruikte productietechnologie. Die aankoopverplichting wordt afgeschaft voor on-shore windenergie en voor een aantal andere hernieuwbare energiebronnen, waaronder biomassa. Wat betreft energie uit waterkracht wordt de aankoopverplichting beperkt tot installaties die elektriciteit produceren uit water of stromen, bedoeld in artikel 6 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt. Wat betreft zonne-energie wordt de bestaande aankoopverplichting voortaan beperkt tot installaties voor zonne-energie die in gebruik zijn genomen voor 1 januari 2006 (artikel 1 van het ontwerp). Het te nemen besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 2012 (artikel 2).

4. Het ontworpen besluit vindt rechtsgrond in artikel 7, § 1, vierde lid, van de wet van 29 april 1999, gelezen in samenhang met artikel 7, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van dezelfde wet. Bij de eerstgenoemde bepaling wordt de Koning gemachtigd om bij een besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (CREG), de bepalingen van het bekrachtigde (1) koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen te wijzigen. Op grond van de laatstgenoemde bepaling kan de Koning volgens dezelfde vormvereisten maatregelen van marktorganisatie vaststellen, waaronder het opleggen van een verplichting aan de netbeheerder om groenestroomcertificaten toegekend door de federale en gewestelijke overheden aan te kopen tegen een minimumprijs.

#### Vormvereisten

5. Krachtens artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling zijn de ontwerpen van koninklijk besluit onderworpen aan een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzakelijkheid van een effectbeoordeling. De enige gevallen waarin dat voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de

des textes publiés au *Moniteur belge*, un arrêté de l'espèce ne paraît pas encore avoir été pris.

Il résulte de ce qui précède que le projet doit encore faire l'objet de l'examen susvisé, ce qui ne paraît pas avoir été le cas.

Si l'examen préalable en révèle la nécessité, une évaluation d'incidence au sens de l'article 19/2 de la loi du 5 mai 1997 devra également être effectuée.

Si des modifications devaient encore être apportées au projet consécutivement à l'accomplissement de cette formalité, il y aurait lieu de soumettre également ces modifications à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation.

#### Compétence

6. Dans son avis sur un projet qui est devenu l'arrêté royal du 16 juillet 2002, le Conseil d'Etat a formulé les observations suivantes : (2)

« L'article 18, § 1<sup>er</sup>, du projet, contraint le gestionnaire de réseau de transport à acheter des certificats verts au producteur qui en fait la demande à un prix minimal précis. Pour recouvrer les frais auxquels cette obligation l'expose, il doit commercialiser ces certificats conformément à l'article 18, § 2, étant entendu que le solde net résultant de la différence entre les prix d'achat et de vente du certificat est financé grâce à un prélèvement sur les tarifs. Selon l'article 18, § 3, la CREG est chargée de gérer le système mis en place.

Dans la mesure où il a trait à des prix et à des tarifs, l'article 18 peut puiser son fondement légal dans l'article 7 de la loi du 29 avril 1999, combiné avec l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 3<sup>o</sup>, et VII, alinéa 2, d), de la loi spéciale du 8 août 1980.

Néanmoins, l'article 18 ne comporte pas uniquement de simples mesures concernant les prix ou les tarifs, puisqu'il contraint le gestionnaire du réseau de transport à acheter des certificats verts, qu'il lui impose par ailleurs de commercialiser à nouveau pour recouvrer les frais auxquels cette obligation l'expose. S'inscrivant dans le cadre de la compétence dévolue aux régions en matière de sources nouvelles d'énergie, ces dispositions ne peuvent trouver leur fondement légal dans l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 avril 1999 ».

Dans l'avis (3) donné sur une proposition qui est devenue le décret du 13 juillet 2012 modifiant le décret sur l'Energie du 8 mai 2009, en ce qui concerne la production écologique d'énergie', lequel, selon le préambule du projet à l'examen, a donné lieu aux règles en projet, le Conseil d'Etat a observé que le régime prévu dans cette proposition concernant les certificats verts et les certificats d'énergie thermique pouvait s'inscrire dans la compétence des régions concernant les « sources nouvelles d'énergie à l'exception de celles liées à l'énergie nucléaire », visées à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VII, alinéa 1<sup>er</sup>, f), de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles'.

7. Dans la mesure où il abroge l'obligation qui est faite aux gestionnaires de réseau d'acheter des certificats verts à un prix minimal pour diverses formes de sources d'énergie renouvelables, l'arrêté en projet ne soulève pas d'objection de compétence, étant donné qu'on abandonne ici une règle pour laquelle le Conseil d'Etat avait à l'époque conclu à l'incompétence de l'autorité fédérale.

Dans la mesure où l'obligation d'achat est maintenue pour les certificats verts concernant les installations de production d'énergie éolienne off-shore (4) et les installations off-shore qui produisent de l'électricité à partir de l'eau ou des marées (5), il n'y a pas non plus d'objection de compétence étant donné que ces installations se situent dans des espaces marins visés à l'article 6 de la loi du 29 avril 1999 sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit maritime international et qui n'ont pas été intégrés dans la division du territoire en régions. Ces règles relèvent de la compétence de l'autorité fédérale (6).

Dans la mesure où l'obligation d'achat de certificats verts concernant l'énergie solaire est maintenue, fût-ce sous une forme modifiée, elle soulève les mêmes objections de compétence que celles que le Conseil d'Etat avaient formulées à l'époque.

8. Le préambule du projet justifie le maintien de l'obligation d'achat de certificats verts concernant l'énergie solaire en ces termes :

« Considérant que le présent Arrêté royal est pris sans préjudice des droits acquis des producteurs ayant mis en service de l'énergie solaire, à savoir des panneaux photovoltaïques, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2006, qui ont bénéficié, et bénéficient encore, pour une période de 10 ans à dater

Ministerraad (artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997). Een dergelijk besluit lijkt, volgens de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* zijn bekendgemaakt, nog niet te zijn genomen.

Uit wat voorafgaat volgt dat het ontwerp het voorwerp dient uit te maken van het genoemde onderzoek, wat niet het geval lijkt te zijn geweest.

Indien dat uit het voorafgaande onderzoek zou voortvloeien, dient overeenkomstig artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997 ook een effectbeoordeling in de zin van dat artikel plaats te vinden.

Mocht het ontwerp nog worden gewijzigd ten gevolge van het vervullen van dat vormvereiste, dan dienen de betrokken wijzigingen nog om advies te worden voorgelegd aan de Raad van State, afdeling Wetgeving.

#### Bevoegdheid

6. In zijn advies over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 16 juli 2002 heeft de Raad van State het volgende opgemerkt : (2)

« Artikel 18, § 1, van het ontwerp verplicht de transmissie-beheerder ertoe groenestroomcertificaten aan te kopen van de producent die hierom verzoekt tegen een bepaalde minimumprijs. Om de kosten verbonden aan deze verplichting te recupereren, zal hij deze certificaten krachtens artikel 18, § 2, op de markt brengen, waarbij het nettosaldo dat ontstaat uit het verschil tussen de aankoopprijs en de verkoopprijs van het certificaat wordt gefinancierd door middel van een heffing op de tarieven. Artikel 18, § 3, bepaalt dat de CREG belast is met het beheer van het ingestelde systeem.

In zoverre artikel 18 betrekking heeft op prijzen en tarieven, kan het rechtsgrond vinden in artikel 7 van de wet van 29 april 1999, gelezen in samenhang met artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 3<sup>o</sup>, en VII, tweede lid, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Artikel 18 houdt evenwel meer in dan loutere prijs- of tariefmaatregelen, met name in zoverre aan de transmissie-beheerder de verplichting wordt opgelegd groenestroomcertificaten aan te kopen en wordt bepaald dat hij die certificaten opnieuw op de markt zal brengen om de kosten die aan die verplichting zijn verbonden te recupereren. Die bepalingen kaderen in de gewestelijke bevoegdheid inzake nieuwe energiebronnen en kunnen derhalve geen rechtsgrond vinden in artikel 7, eerste lid, van de wet van 29 april 1999. »

In het advies (3) dat werd gegeven over een voorstel dat heeft geleid tot het decreet van 13 juli 2012 houdende wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009, wat betreft de milieuvriendelijke energieweertie', dat blijkens de aanhef van het thans voor advies voorgelegde ontwerp aanleiding heeft gegeven tot de ontworpen regeling, heeft de Raad van State opgemerkt dat de in dat voorstel vervatte regeling inzake groenestroomcertificaten en warmtekrachtcertificaten ingepast kon worden in de gewestelijke bevoegdheid inzake « de nieuwe energiebronnen met uitzondering van deze die verband houden met de kernenergie », bedoeld in artikel 6, § 1, VII, eerste lid, f), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen'.

7. In zoverre bij het ontworpen besluit de aankoopverplichting voor netbeheerders van groenestroomcertificaten tegen een minimumprijs voor verscheidene vormen van hernieuwbare energiebronnen wordt opgeheven, bestaat er geen bevoegdheidsrechtelijk bezwaar, vermits alsnog wordt afgezien van een regeling waarvoor de Raad van State destijds heeft besloten tot de onbevoegdheid van de federale overheid.

In de mate dat de aankoopverplichting wordt gehandhaafd voor groenestroomcertificaten voor off-shore installaties voor windenergie (4) en voor off-shore installaties die elektriciteit produceren uit water of stromen (5), bestaat er evenmin een bevoegdheidsrechtelijk bezwaar, aangezien die installaties gelegen zijn in zeegebieden bedoeld in artikel 6 van de wet van 29 april 1999 waarin België rechtsmacht kan uitoefenen volgens het internationaal zeerecht en die niet betrokken zijn bij de indeling in gewesten. Voor deze regeling is de federale overheid bevoegd. (6)

In zoverre de aankoopverplichting voor groenestroomcertificaten voor zonne-energie wordt gehandhaafd, zelfs in een gewijzigde vorm, rijzen dezelfde bevoegdheidsbezwaren die de Raad van State destijds heeft geformuleerd.

8. In de aanhef van het ontwerp wordt de gedeeltelijke handhaving van de aankoopverplichting voor groenestroomcertificaten voor zonne-energie als volgt verantwoord :

« Gelet op het feit dat voorliggend koninklijk besluit genomen wordt zonder afbreuk te doen aan de verworven rechten van producenten die zonne-energie, met name fotovoltaïsche panelen, in gebruik namen voor 1 januari 2006 en die genoten hebben en nog steeds genieten, voor

de la mise en service — période qui prendra fin au plus tard le 31 décembre 2015 — du tarif de 150-€/MWh pour le rachat de leurs certificats verts; »

A cet égard, le délégué a encore déclaré ce qui suit :

« De uitzondering voor 2006 is geïnspireerd door het feit dat geen Vlaamse regeling bestaat/bestond voor ondersteuning voor installaties van voor 2006. Bijgevolg richtten de pioniers die toen zonnepanelen plaatsten in Vlaanderen zich tot Elia, waar zij volgens het KB van 2002 recht hadden op tien jaar aankoop aan 150 EUR. Het bedrag dat Elia hier in totaal voor betaalt per jaar bedraagt ongeveer 160.000 EUR, ofwel een 1050-tal certificaten per jaar. Een 200 à 300 kleine producenten dus. Ten opzichte van deze mensen voelt de federale regering zich gehouden tot een zekere vorm van nakomen van engagement', vandaar deze uitzondering. De CREG wijst er in haar voorstel op dat deze mensen de enige zijn die op heden genieten van de federale steun. De Waalse regeling bestond al langer, maar was op dat moment voordeliger dan de federale, waardoor er geen Waalse producenten zijn die zich toen tot de federale steun gericht hebben ».

Les « droits acquis » - ou plutôt les attentes légitimes - auxquelles il est fait référence ne peuvent toutefois pas être invoqués pour justifier le maintien d'une règle qui ne relève pas de la compétence de l'autorité fédérale. L'actuel article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 doit dès lors être abrogé plutôt qu'être reproduit, dans une version modifiée et limitée dans le temps, par l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du projet.

S'il s'avérait que cette abrogation générale de l'obligation d'achat de certificats verts concernant l'énergie solaire affecte la responsabilité civile de l'autorité fédérale, il appartiendrait à la catégorie concernée de producteurs d'énergie solaire d'interpeler l'autorité à ce propos. En tout état de cause, il n'appartient pas au Conseil d'Etat, section de législation, de prendre position sur ce point, étant donné qu'il peut uniquement se prononcer en l'occurrence sur la conformité du régime en projet aux règles répartitrices de compétences.

#### Examen du texte

##### Article 2

9. L'article 2 du projet fait rétroagir l'arrêté envisagé au 1<sup>er</sup> août 2012. A ce propos, le délégué déclare ce qui suit :

« Deze retroactiviteit is volgens de federale regering niet enkel noodzakelijk (owv het Vlaamse effect) maar ook toepasbaar. Het is immers pas op het moment dat een producent met een installatie ingebruikgenomen na 1 augustus 2012 zijn eerste certificaat krijgt (voorwaarden : productie van 1 MWh en toekenning certificaat door de VREG) en beslist om daarmee naar Elia te stappen om het te verkopen, dat Elia zich zou moeten engageren tot het aankopen van dat certificaat aan 150 EUR voor zonne-energie. Als dit KB binnen een zo snel mogelijke termijn bekrachtigd en gepubliceerd zou worden, is het voor Elia perfect mogelijk om te oordelen of de installatie in gebruik genomen is voor 1 augustus of niet. In het eerste geval kan het de producent erop wijzen dat hij in Vlaanderen een interessantere prijs vindt (210 MW [lees : euro]); in het tweede geval kan hij de producent erop wijzen dat er voor zijn geval geen federale steunregeling meer bestaat ».

L'effet rétroactif attribué à l'arrêté envisagé implique que les producteurs d'électricité verte qui, après la mise en service de leur installation de production à partir du 1<sup>er</sup> août 2012, ont adressé une demande au gestionnaire du réseau de transport pour l'achat de certificats verts et pour lesquels le régime en projet – ou, le cas échéant, la réglementation régionale en vigueur – est moins favorable que le régime actuel, sont traités de manière inégale par rapport aux producteurs d'électricité verte qui ont adressé cette demande au gestionnaire du réseau de transport avant le 1<sup>er</sup> août 2012.

10.1. Dans la mesure où les règles en projet concernent des certificats verts pour des installations off-shore qui produisent de l'électricité à partir de l'eau ou des marées (7), la justification reproduite ci-dessus, qui vise uniquement les certificats verts concernant l'énergie solaire, n'est pas pertinente et le Conseil d'Etat n'aperçoit pas non plus comment la rétroactivité pourrait se justifier. L'article 2 du projet doit dès lors être complété par les mots suivants : «, à l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup> ».

10.2. Dans la mesure où les dispositions en projet visent des certificats verts concernant l'énergie solaire et des sources d'énergie renouvelables autres que des installations off-shore qui produisent de l'électricité à partir du vent, de l'eau ou des marées, le fait d'abandonner la rétroactivité en faveur d'une entrée en vigueur à un moment situé dans le futur impliquerait toutefois l'obligation de maintenir en vigueur un

een periode van 10 jaar vanaf de ingebruikname — periode die ten laatste op 31 december 2015 eindigt — van het tarief van 150 €/MWh bij de aankoop van (...) groenestroomcertificaten; »

De gemachtigde verklaarde hierover nog het volgende :

« De uitzondering voor 2006 is geïnspireerd door het feit dat geen Vlaamse regeling bestaat/bestond voor ondersteuning voor installaties van voor 2006. Bijgevolg richtten de pioniers die toen zonnepanelen plaatsten in Vlaanderen zich tot Elia, waar zij volgens het KB van 2002 recht hadden op tien jaar aankoop aan 150 EUR. Het bedrag dat Elia hier in totaal voor betaalt per jaar bedraagt ongeveer 160.000 EUR, ofwel een 1050-tal certificaten per jaar. Een 200 à 300 kleine producenten dus. Ten opzichte van deze mensen voelt de federale regering zich gehouden tot een zekere vorm van nakomen van engagement', vandaar deze uitzondering. De CREG wijst er in haar voorstel op dat deze mensen de enige zijn die op heden genieten van de federale steun. De Waalse regeling bestond al langer, maar was op dat moment voordeliger dan de federale, waardoor er geen Waalse producenten zijn die zich toen tot de federale steun gericht hebben. »

De « verworven rechten » – of veeleer legitieme verwachtingen – waaraan wordt gerefereerd, kunnen evenwel niet worden ingeroepen als verantwoording voor het handhaven van een regeling waarvoor de federale overheid onbevoegd is. Het bestaande artikel 14, § 1, tweede lid, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 dient bijgevolg te worden opgeheven, veeleer dan te worden hernomen in een gewijzigde, in de tijd beperkte versie bij artikel 1, 2<sup>o</sup>, van het ontwerp.

Indien zou blijken dat een dergelijke algemene opheffing van de aankoopverplichting voor groenestroomcertificaten voor zonne-energie de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de federale overheid in het gedrang zou brengen, staat het aan de betrokken categorie van producenten van zonne-energie om de overheid hierop aan te spreken. Alleszins komt het niet toe aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, om hieromtrent een standpunt in te nemen, aangezien zij zich te dezen enkel kan uitspreken over de verenigbaarheid van de ontworpen regeling met de bevoegdheidsverdelende regels.

#### Onderzoek van de tekst

##### Artikel 2

9. Bij artikel 2 van het ontwerp wordt terugwerkende kracht verleend aan het te nemen besluit tot 1 augustus 2012. In dit verband verklaart de gemachtigde het volgende :

« Deze retroactiviteit is volgens de federale regering niet enkel noodzakelijk (owv het Vlaamse effect) maar ook toepasbaar. Het is immers pas op het moment dat een producent met een installatie ingebruikgenomen na 1 augustus 2012 zijn eerste certificaat krijgt (voorwaarden : productie van 1 MWh en toekenning certificaat door de VREG) en beslist om daarmee naar Elia te stappen om het te verkopen, dat Elia zich zou moeten engageren tot het aankopen van dat certificaat aan 150 EUR voor zonne-energie. Als dit KB binnen een zo snel mogelijke termijn bekrachtigd en gepubliceerd zou worden, is het voor Elia perfect mogelijk om te oordelen of de installatie in gebruik genomen is voor 1 augustus of niet. In het eerste geval kan het de producent erop wijzen dat hij in Vlaanderen een interessantere prijs vindt (210 MW [lees : euro]); in het tweede geval kan hij de producent erop wijzen dat er voor zijn geval geen federale steunregeling meer bestaat ».

Door de terugwerkende kracht die aan het te nemen besluit wordt verleend, worden groenestroomproducenten die na de inwerkingstelling van hun productie-installatie vanaf 1 augustus 2012 een verzoek hebben gericht aan de transmissie-netbeheerder voor de aankoop van groenestroomcertificaten en waarvoor de ontworpen regeling – of, in voorkomend geval, de geldende gewestelijke regeling – minder gunstig is dan de huidige regeling, op ongelijke wijze behandeld in vergelijking met de groenestroomproducenten die zich met dit verzoek vóór 1 augustus 2012 tot de transmissie-netbeheerder hebben gewend.

10.1. In de mate dat de ontworpen regeling betrekking heeft op groenestroomcertificaten voor off-shore installaties die elektriciteit produceren uit water of stromen (7), is de zo-even weergegeven verantwoording, die enkel betrekking heeft op groenestroomcertificaten voor zonne-energie, niet relevant en ziet de Raad van State ook niet in hoe de terugwerkende kracht kan worden verantwoord. Artikel 2 van het ontwerp moet dan ook worden aangevuld met de volgende woorden : «, met uitzondering van artikel 1, 3<sup>o</sup> ».

10.2. In de mate dat de ontworpen regeling betrekking heeft op groenestroomcertificaten voor zonne-energie en voor andere hernieuwbare energiebronnen dan off-shore installaties die elektriciteit produceren uit wind, water of stromen, zou het afzien van de terugwerkende kracht ten voordele van een inwerkingtreding op een tijdstip in de toekomst evenwel tot gevolg hebben dat een regeling waarvoor de

régime pour lequel le Conseil d'Etat avait conclu à l'époque à l'incompétence de l'autorité fédérale. Cela soulève les mêmes objections de compétence que celles que le Conseil d'Etat avait alors formulées et qui ont été rappelées ci-dessus (voir les observations 6 à 8).

S'il s'avérait que l'attribution d'un effet rétroactif à l'abrogation générale ou partielle de l'obligation d'achat de certificats verts concernant les sources d'énergie renouvelables précitées affecte la responsabilité civile de l'autorité fédérale, il appartiendrait à la catégorie concernée de producteurs d'énergie verte d'interpeler l'autorité à ce propos. En tout état de cause, il n'appartient pas au Conseil d'Etat, section de législation, de prendre position sur ce point, étant donné qu'il peut uniquement se prononcer en l'occurrence sur la conformité du régime en projet aux règles répartitrices de compétences et au principe de la non-rétroactivité des règles de droit.

(1) Par l'article 427 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002.

(2) Avis C.E. n° 32.788/1 du 4 avril 2002 sur un projet d'arrêté royal 'relatif au marché de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables', observation 2.3.3.

(3) Avis C.E. n° 51.535/3 du 18 juin 2012 sur un avant-projet de décret 'houdende wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009, wat betreft de milieuvriendelijke energieproductie', Doc.parl., Parl.fl. 2011-2012, n° 1639/2, observations 5 et 6, pp. 8-9.

(4) Article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, en vigueur, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, qui n'est pas modifié par l'arrêté en projet.

(5) Article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, en projet, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, remplacé par l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du projet.

(6) Avis C.E. n° 32.788/1, cité, observation 2.2.2.

(7) Article 14, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3°, en projet, de l'arrêté royal du 16 juillet 2002, remplacé par l'article 1<sup>er</sup>, 3°, du projet.

Le greffier,  
M. Verschraeghen.

Le président,  
J. Smets.

**21 DECEMBRE 2012. — Arrêté royal portant modifications de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en particulier l'article 7, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, modifié par l'arrêté royal du 5 octobre 2005 et du 31 octobre 2008;

Vu la concertation avec les Gouvernements des Régions du 14 septembre 2012;

Vu la proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, transmise le 1<sup>er</sup> août 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, rendu le 3 septembre 2012;

Considérant l'impact attendu sur les tarifs de transport du décret flamand du 13 juillet 2012 portant modification du décret Energie du 8 mai 2009 concernant la production d'énergie verte;

Considérant l'urgence qu'appelle l'adaptation du régime de prix minimal en faveur des certificats verts octroyés en vertu des législations régionales, afin d'éviter un impact à la hausse des tarifs de transport;

Raad van State destijds heeft besloten tot de onbevoegdheid van de federale overheid, langer zou moeten gelden. Hiertegen rijzen dezelfde bevoegdheidsbezwaren die de Raad van State destijds heeft geformuleerd en die hiervóór in herinnering werden gebracht (zie opmerkingen 6 tot 8).

Indien zou blijken dat het verlenen van terugwerkende kracht aan de algemene of gedeeltelijke opheffing van de aankoopverplichting voor groenestroomcertificaten voor de genoemde hernieuwbare energiebronnen de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de federale overheid in het gedrang zou brengen, staat het aan de betrokken categorie van groenestroomproducenten om de overheid hierop aan te spreken. Alleszins komt het niet toe aan de Raad van State, afdeling Wetgeving, om hieromtrent een standpunt in te nemen, aangezien zij zich te dezen enkel kan uitspreken over de verenigbaarheid van de ontworpen regeling met de bevoegdheidverdelende regels en met het beginsel van niet-retroactiviteit van rechtsregels.

(1) Bij artikel 427 van de programmawet (I) van 24 december 2002.

(2) Adv. RvS nr. 32.788/1 van 4 april 2002 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de markt voor elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen', opmerking 2.3.3.

(3) Adv. RvS nr. 51.535/3 van 18 juni 2012 over een voorontwerp van decreet 'houdende wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009, wat betreft de milieuvriendelijke energieproductie', Parl.St. VI.Parl. 2011-2012, nr. 1639/2, opmerkingen 5 en 6, p. 8-9.

(4) Huidig artikel 14, § 1, tweede lid, 1°, van het koninklijk besluit van 16 juli 2002, waarin door het ontworpen besluit geen wijziging wordt aangebracht.

(5) Ontworpen artikel 14, § 1, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 16 juli 2002, vervangen bij artikel 1, 3°, van het ontwerp.

(6) Aangehaald adv. RvS nr. 32.788/1, opmerking 2.2.2.

(7) Ontworpen artikel 14, § 1, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 16 juli 2002, vervangen bij artikel 1, 3°, van het ontwerp.

De griffier,  
M. Verschraeghen.

De voorzitter,  
J. Smets.

**21 DECEMBER 2012. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 oktober 2005 en 31 oktober 2008;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen van 14 september 2012;

Gelet op het voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, gegeven op 1 augustus 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 september 2012;

Gelet op het verwachte effect op de transporttarieven van de uitvoering van het Vlaams Decreet van 13 juli 2012 tot wijziging van het Energiedecreet van 8 mei 2009 betreffende de productie van groene energie;

Gelet op de dringende spoed om het regime van de minimumprijs voor de groenestroomcertificaten toegekend op grond van regionale wetgeving af te schaffen teneinde een opwaartse impact op de transporttarieven te vermijden;

Considérant que le présent arrêté royal est pris sans préjudice des droits acquis des producteurs ayant mis en service de l'énergie solaire, à savoir des panneaux photovoltaïques, avant le 1<sup>er</sup> août 2012, qui ont bénéficié, et bénéficient encore, pour une période de 10 ans à dater de la mise en service, du tarif de 150-€/MWh pour le rachat de leurs certificats verts;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 2012 en application de l'article 84, § 3, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Energie, et sur avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 14 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion d'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables est modifié comme suit :

1<sup>o</sup> l'alinéa 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, est abrogé;

2<sup>o</sup> à l'alinéa 2, 4<sup>o</sup>, devenu 2<sup>o</sup>, les mots « mise en service avant le 1<sup>er</sup> août 2012 » sont insérés entre les mots « solaire » et « : 150 euros/MWh »;

3<sup>o</sup> l'alinéa 2, 5<sup>o</sup>, ancien, devenant l'alinéa 2, 3<sup>o</sup>, est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> pour les installations qui produisent de l'électricité à partir de l'eau ou des marées, visées à l'article 6 de la loi : 20 EUR/MWh ».

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> août 2012, à l'exception de l'article 1, 3<sup>o</sup>.

**Art. 3.** Le ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2012.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
Mme J. MILQUET  
Le Secrétaire d'Etat à l'Energie,  
M. WATHELET

Gelet op het feit dat voorliggend koninklijk besluit genomen wordt zonder afbreuk te doen aan de verworven rechten van producenten die zonne-energie, met name fotovoltaïsche panelen, in gebruik namen voor 1 augustus 2012 en die genoten hebben en nog steeds genieten, voor een periode van 10 jaar vanaf de ingebruikname, van het tarief van 150 €/MWh bij de aankoop van het groenestroomcertificaten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 september 2012 met toepassing van artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Energie en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 14 van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen wordt als volgt gewijzigd :

1<sup>o</sup> in het tweede lid worden 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> opgeheven;

2<sup>o</sup> in 4<sup>o</sup>, dat 2<sup>o</sup> wordt, van het tweede lid worden de woorden « in gebruik genomen voor 1 augustus 2012 » ingevoegd tussen de woorden « zonne-energie » en « : 150 euro/MWh »;

3<sup>o</sup> het vroegere tweede lid, 5<sup>o</sup>, dat het tweede lid, 3<sup>o</sup> wordt, wordt vervangen als volgt :

« 3<sup>o</sup> voor installaties die elektriciteit produceren uit water of stromen, bedoeld in artikel 6 van de wet : 20 EUR/MWh ».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 augustus 2012, met uitzondering van artikel 1, 3<sup>o</sup>.

**Art. 3.** De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 december 2012.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,  
Mevr. J. MILQUET  
De Staatssecretaris voor Energie,  
M. WATHELET

#### AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2013/18016]

**19 DECEMBRE 2012.** — Arrêté royal octroyant un subside au « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique » pour l'année 2013

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 5 remplacé par la loi du 29 avril 1996, modifié par les lois des 20 octobre 1998, 30 décembre 2001 et 1<sup>er</sup> mai 2006;

Vu la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral;

Vu l'arrêté royal du 11 mai 1973 fixant les conditions d'agrément des organisations qui assurent l'information médico-pharmaceutique relative aux médicaments;

Vu l'arrêté royal du 28 février 1974 portant agrément du « Centre belge d'Information pharmacothérapeutique – Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie »;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 2000 accordant une avance récupérable au Centre belge d'Information pharmacothérapeutique;

#### FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2013/18016]

**19 DECEMBER 2012.** — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage voor het jaar 2013 aan het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie »

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 5 vervangen bij de wet van 29 april 1996, gewijzigd bij de wetten van 20 oktober 1998, 30 december 2001 en 1 mei 2006;

Gelet op de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 mei 1973 houdende vastlegging van de voorwaarden van erkenning van organisaties die voorzien in de medisch-farmaceutische voorlichting omtrent de geneesmiddelen;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 februari 1974 houdende erkenning van het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie – Centre belge d'Information pharmacothérapeutique »;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 2000 tot toekenning van een terugvorderbaar voorschot aan het « Belgisch Centrum voor Farmacotherapeutische Informatie »;